



Paris, le 29 septembre 2017

Monsieur le Premier Ministre,

Depuis l'arrivée du nouveau gouvernement, les mesures négatives s'accumulent pour les agent.e.s de la Fonction publique : gel de la valeur du point d'indice, rétablissement de la journée de carence, perspective de 120.000 suppressions d'emplois sur les 3 versants de la Fonction publique, hausse de la CSG, pour ne citer que quelques exemples.

Ainsi, toutes ces mesures vont impacter fortement et négativement le pouvoir d'achat de plus de 5,4 millions d'agent.e.s public.que.s et fragilisent les services publics rendus aux usagers. C'est inacceptable.

C'est totalement injuste pour les agent.e.s, et c'est totalement inefficace pour une Fonction publique de moins en moins attractive dans de nombreux secteurs. Ces mesures ne contribuent en rien à l'amélioration de la qualité des services publics, services publics au sujet desquels nos organisations syndicales rappellent leur demande d'un débat de fond sur ses missions, s'appuyant sur le bilan des réformes déjà engagées. Enfin, nos organisations rappellent leur attachement au Code des pensions civiles et militaires et seront très vigilantes sur la future réforme des retraites annoncée pour l'ensemble des agent.e.s public.que.s.

C'est pour faire entendre ces profonds désaccords que les organisations syndicales signataires appellent toutes et tous les agent.e.s à la grève, aux manifestations ou rassemblements (selon des modalités définies par les différents secteurs) pour se mobiliser le MARDI 10 OCTOBRE PROCHAIN et déposent en conséquence un préavis de grève pour cette journée. Ce préavis couvre l'ensemble des personnels, tous statuts confondus, relevant du champ de syndicalisation de nos 9 organisations syndicales.

**Monsieur Édouard PHILIPPE
Premier ministre
Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne
75007 PARIS**

Nous restons bien entendu disponibles pour l'ouverture d'une véritable négociation salariale qui aboutisse à une réelle reconnaissance du travail, des missions et de l'engagement professionnel des agent.e.s, par une augmentation du pouvoir d'achat et la revalorisation des carrières, le non rétablissement de la journée de carence et les moyens nécessaires pour permettre aux agent.e.s d'exercer leurs missions de services publics dans le cadre de ce préavis.

Soyez assuré, Monsieur le Premier Ministre, de notre respectueuse considération.

Mylène JACQUOT
*Secrétaire Générale de
l'UFFA-CFDT*



Nathalie MAKARSKI
*Présidente de la Fédération des
Fonctions Publiques CFE-CGC*



Denis LEFEBVRE
Président de la CFTC-FAE



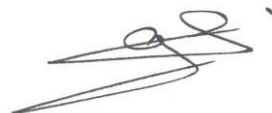
Jean-Marc CANON
*Secrétaire Général de
l'UGFF-CGT*



Bruno COLLIGNON
Président de la FA-FP



Christian GROLIER
*Secrétaire Général de
l'UIAFP-FO*



Bernadette GROISON
*Secrétaire Générale
de la FSU*



Luc FARRE
*Secrétaire Général de
l'UNSA Fonction Publique*



Denis TURBET-DELOF
*Délégué National Solidaires
Fonction Publique*

